

# Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°16 1<sup>er</sup> Trimestre 2015

## SOMMAIRE

<b>I - CONJONCTURE</b>	<b>2</b>
Les dernières données de conjoncture économique.	
<b>II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES</b>	<b>3</b>
Les informations concernant la vie des entreprises, des projets d'aménagement et de développement économique du département.	
<b>III - ZOOM TERRITORIAL</b>	<b>5</b>
Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : Noisy Le Grand	
<b>III - ZOOM SECTORIEL</b>	<b>8</b>
Présentation du secteur de "l'Hébergement et de la Restauration" en Seine-Saint-Denis	
<b>IV - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES</b>	<b>11</b>
Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis	
<b>V - MARCHE DU TRAVAIL ET RSA</b>	<b>15</b>
Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et les cartographies par commune.	
<b>VI - DEFINITION &amp; CHIFFRES CLES</b>	<b>22</b>

## I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE (Source : INSEE, ...)

### Des signes positifs, mais une conjoncture toujours incertaine

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, l'économie mondiale conserve globalement la trajectoire observée en fin 2014. Les premiers indicateurs quantitatifs disponibles sur les échanges mondiaux montrent une conjoncture mondiale où la baisse du cours du pétrole - autour de 42 euros le baril en janvier 2015, plus bas niveau depuis 6 ans - affecte de façon différenciée les pays, selon qu'ils en sont importateurs ou exportateurs. Conjugée aux politiques monétaires divergentes adoptées dans différents grands ensembles économiques - mise en œuvre de l'assouplissement quantitatif (programme d'achat des titres de la dette publique principalement par la banque centrale) en zone euro ; signaux de sortie de l'assouplissement quantitatif aux Etats-Unis signalant un début de normalisation; diminution des taux d'intérêt en Chine... - cette situation aboutit à une activité économique mondiale encore hésitante au premier trimestre 2015.

Dans ce climat global en demi-teinte, les pays les plus avancés économiquement tirent mieux leur épingle du jeu. La zone euro semble sortie de récession, bien que sa croissance ait toujours du mal à franchir et se maintenir au dessus 1% par an. L'Allemagne et l'Espagne constituent les principaux moteurs de la zone, la France ayant du mal à décoller et l'Italie demeurant dans une situation préoccupante. Globalement, l'Insee voit une certaine accélération de la croissance en zone euro pour le 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni conservent une dynamique solide en ce début 2015, quoique moins forte qu'en 2014, en raison notamment d'un hiver sévère en début d'année pour le premier, et d'une baisse de l'investissement constatée depuis le 2<sup>e</sup> semestre 2014 pour le second. La situation du Japon reste quant à elle problématique, du fait de la faible inflation.

La situation des pays émergents est beaucoup plus compliquée. Leur ralentissement est plus prononcé, soit à cause des choix économiques comme en Chine, où l'objectif est de faire atterrir la croissance annuelle à un rythme de 6,5% ; soit à cause de la baisse des cours des matières premières comme au Brésil ou en Afrique du Sud ; soit à cause de la conjugaison des facteurs politiques et la baisse des cours des matières premières comme en Russie.

Au niveau de l'économie française, la note de conjoncture de mars 2015 de l'Insee présente une situation en continuité de la fin 2014. Le léger frémissement de la croissance observé est encore trop faible pour signaler un véritable retournement de la conjoncture. L'investissement des entreprises reste faible. L'activité dans la Construction poursuit son recul. L'inflation a été négative en janvier et février (-0,4% et -0,3% respectivement) en glissement annuel. Bien que la consommation des ménages et la production manufacturière soient mieux orientées, la situation ne laisse pas espérer un recul du chômage au 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Tendances favorables	Tendances défavorables
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières;</li> <li>- Baisse de l'euro par rapport au dollar ;</li> <li>- Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la hausse des demandeurs d'emplois au niveau national en 2014 (+6,4% en catégorie A, B, C);</li> <li>- Hausse attendue des demandeurs d'emploi au moins jusqu'en mi-2015 ;</li> <li>- Poursuite de la hausse des demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2014 (+7,9%, catégorie A, B, C) ;</li> <li>- Tensions sur la demande mondiale à cause des facteurs économiques et politiques .</li> </ul>

## II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

### Entreprises : L'innovation au cœur des stratégies de développement des entreprises de la Seine-Saint-Denis

Dans des domaines aussi divers que les technologies de l'information et de communication (TICs), le traitement des déchets ou la sécurité, des entreprises de Seine-Saint-Denis misent sur l'innovation pour se développer et conquérir de nouveaux marchés. Elles se révèlent par la même occasion pionnières dans leur domaine respectif. MySuperSouvenir, une startup implantée à Romainville, Get Innovation, entreprise de Noisy-le-Grand, Euro Media à Saint-Denis et Hub Safe à Tremblay en France symbolisent cet esprit.

#### *MySuperSouvenir : faire revivre en vidéo des souvenirs importants*

Créée en 2013 par Matthieu Madillo, Alex Chinon et Olier du Chayla, MySuperSouvenir fait revivre aux personnes ayant assisté à un événement dans un lieu public (salon professionnel, site touristique, hôtel, etc.), leurs meilleurs moments au cours du dit événement, via une vidéo personnalisée de quelques minutes. L'entreprise ne s'adresse pas directement aux particuliers. Elle établit des partenariats avec les structures accueillant des événements, qui peuvent par la suite proposer les vidéos réalisées à leurs visiteurs. Les vidéos sont réalisées à partir des images prises par les visiteurs eux-mêmes avec leur téléphone mobile (autoportrait) ou un appareil photo. Ces images légendées (nom et prénom des personnes sur les photos) sont envoyées sur le serveur de montage de MySuperSouvenir, en utilisant l'adresse Internet communiquée sur le plan ou la brochure du site visité. En quelques secondes, le visiteur peut visualiser un film de quelques minutes sur son expérience. Moyennant 5 euros environ, il peut faire l'acquisition de la vidéo et la diffuser. Quelques grands acteurs économiques ont perçu tout le potentiel de ce procédé, comme outil de promotion de leur activité et de satisfaction de la clientèle. L'entreprise a eu le Futuroscope de Poitiers comme premier client. Elle est en négociation avec Aéroport de Paris (ADP) et le parc d'attraction La Mer de sable. Ce sont ainsi des dizaines de milliers de petites vidéos réalisées par la startup de Romainville, qui pourraient bientôt être visualisées sur les téléphones mobiles, les ordinateurs ou les téléviseurs des particuliers, partout dans le monde.

#### *Euro Média France: pionnier de la réalité augmentée pour la télévision*

Euro Média France, leader français de la prestation audiovisuelle et cinématographique, a organisé le 12 décembre dernier dans ses studios de la Montjoie à la Plaine Saint-Denis, une journée de démonstration aux professionnels, de ses nouvelles technologies de réalité augmentée pour la télévision. L'entreprise a pu présenter ses systèmes informatiques, qui rendent possible la superposition des objets virtuels sur des images tournées en temps réels. Ces technologies permettent d'enrichir visuellement les présentations des émissions de jeux, variété, divertissement, etc. Trois nouveautés ont été présentées : l'incrustation de décors 3D sur fond vert, la création d'objets virtuels sur un plateau de tournage et la technologie des objets animés qui reproduisent les mouvements d'un acteur équipé de capteurs - dite capture de mouvement (motion capture en anglais), utilisée pour le moment dans quelques films de cinéma). Pour organiser cette présentation, l'entreprise a fait appel à quelques spécialistes des studios américains notamment du studio Universal, ainsi qu'à la société Studio 20 de Gennevilliers, spécialiste des décors virtuels. Déjà premier opérateur national pour les tournages de télévision, Euro Média France entend à travers ces nouvelles technologies, conforter sa position sur son marché et s'ouvrir de nouvelles possibilités. L'entreprise compte 31 plateaux de tournages répartis sur quatre studios en Seine-Saint-Denis (studios du Lendit, de la Montjoie, de France, de Paris-Cité du cinéma), soit les 2 tiers de ses plateaux français. En novembre dernier, elle a également installé son siège social dans le département, regroupant environ 300 salariés avenue de la

métallurgie à Saint-Denis. C'est donc plus que jamais partir du département qu'elle rayonne sur la production audiovisuelle française.

### *Get Innovation : la révolution pour le contenu de nos poubelles*

En janvier, Get Innovation, spécialiste des technologies vertes créée en 2011 à Noisy-le-Grand, a fêté le premier anniversaire de la mise sur le marché de son Eco-Cleaner. L'Eco-cleaner est une machine capable de transformer les déchets organiques (d'origine animale ou végétale) en engrais, en 24 heures, de manière naturelle et non polluante. Les déchets sont collectés et mis dans la machine. Des micro-organismes (33 types de bactéries thermophiles aérobies, non pathogènes) sont introduits dans la machine lors de la première utilisation, encapsulés dans des écorces de grains de riz, avec pour mission de digérer les déchets. La machine monte alors en température (50-60°C) pour favoriser le développement et l'efficacité des micro-organismes. Le phénomène de décomposition des matières organiques génère sa propre chaleur, qui permet à la température de monter jusqu'à 65°C. Des pales à mouvement lent aèrent le contenu pour favoriser l'oxygénation. A la fin du cycle, on recueille les résidus réduits à l'état de poudre appelés séchat, utilisables pour enrichir les sols. L'entreprise développe des machines allant de 2 kg de capacité de traitement journalier des déchets, pour un usage familial, à 200 kg de capacité, destinées aux entreprises. Plusieurs exemplaires de l'Eco-cleaner ont déjà été acquis par de nombreux clients dont : les villes de Paris, Puteaux, Serris, le ministère de la défense, l'école des mines de Nantes, les entreprises de restauration collective Sodexho, Avenance, etc. des restaurants Mc Donald's, des magasins E. Leclerc, Super U, Ikéa, ou encore l'hôtel Negresco à Nice. Get Innovation compte mettre au point une machine de grande capacité (500 kg de déchets traités par jour) et veut partir à la conquête des marchés étrangers (Grande-Bretagne, Allemagne, pays scandinaves). Compte tenu du marché du traitement des déchets et des obligations réglementaires (obligation de traitement des déchets fermentescibles pour les gros producteurs à l'horizon 2016 en France), L'entreprise de Noisy-le-Grand peut en effet nourrir de grands espoirs quant à son développement.

### *Hub Safe : projet de développement à large échelle de l'activité cynotechnique*

L'activité cynotechnique est au cœur de la stratégie de développement de l'entreprise Hub Safe sur le plan national. Cette activité qui consiste en la formation de tandems homme - chien pour la détection des explosifs enregistre une demande croissante, dans le contexte de renforcement des questions de sécurité. Hub Safe, filiale d'Aéroports de Paris (ADP), ex Alyzia Sûreté, basée à Tremblay-en-France, revendique le leadership national dans ce domaine très particulier. Il s'agit en effet d'une activité qui nécessite une longue période pendant laquelle le chien et son conducteur s'approprient mutuellement. L'entreprise recrute des chiens ayant des prédispositions à détecter des objets (de certaines races de préférence : bergers belges, labradors, etc.). Ils sont testés pendant un mois. Ils reçoivent une formation de 22 semaines s'ils sont retenus. Ils devront ensuite travailler pendant 8 ans avec le même conducteur. Un chien bien formé est ainsi capable de repérer entre 50 et 100 substances différentes. L'entreprise compte 50 équipes opérationnelles déployées dans les aéroports parisiens. Elle compte devenir d'ici 2017, une référence nationale en matière de sûreté aéroportuaire et de services aux passagers, en se développant dans les aéroports régionaux. Mais l'entreprise de 1400 salariés compte également décliner son savoir-faire dans d'autres secteurs d'activités, notamment l'événementiel (salons, expositions, musées, etc.). Elle compte également diffuser ce savoir-faire, d'où la création d'une école dispensant une formation de sûreté qualifiante, Hub Safe Training, implantée au sein du centre d'activités Roissy Pôle à Tremblay-en-France.

### III - ZOOM TERRITORIAL

#### LA COMMUNE DE NOISY-LE-GRAND

Située au Sud Est du département, la commune de Noisy-Le-Grand (économiquement plus tournée vers le département de la Seine-et-Marne) est membre (avec la commune de Champs-sur-Marne) de la communauté d'agglomération "Descartes-Est" et plus largement appartient au Cluster Descartes "Territoire d'Innovation pour un Développement Urbain Durable". Son profil éco démographique est sensiblement différent de celui de la moyenne départementale. Selon l'enquête annuelle du recensement de l'Insee, la commune de Noisy-Le-Grand (NLG) est passée de 61 341 habitants en 2006 à 62 970 en 2011 soit une progression de 2,66% en 5 ans ce qui correspond à un gain moyen annuel de 326 habitants.

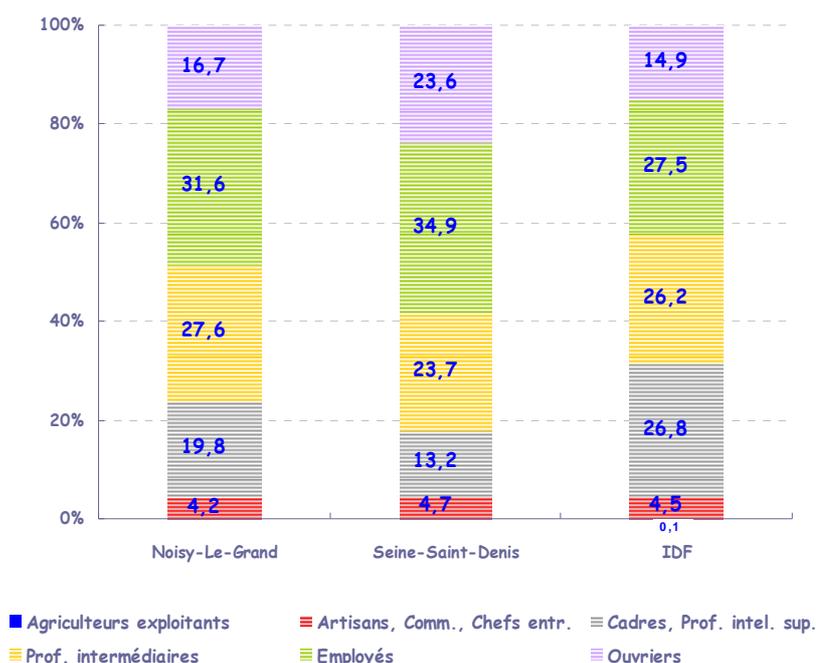
#### Population, Activité, Emploi et Chômage

Une commune qui affiche un taux de chômage plutôt proche de la moyenne Francilienne

Libellé géographique	Pop 15-64 ans	Actifs 15-64 ans	Chômeurs 15-64 ans	Inactifs 15-64 ans	Emplois salariés au lieu de travail	Taux d'emploi	Taux de chômage 15-64 ans
Noisy-Le-Grand	43 645	33 598	4 010	10 038	28 348	67,8	11,9
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	4,3	4,3	4,2	4,5	2,3	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2011 (Source : Insee, RP 2011)

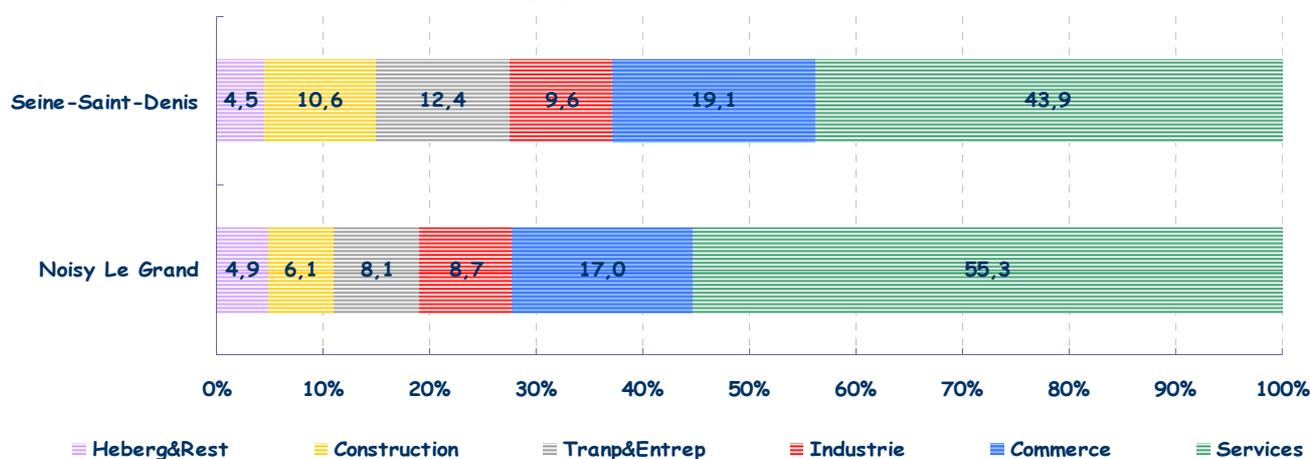


Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

A la différence de la Seine-Saint-Denis, la commune de Noisy-Le-Grand présente des indicateurs socio économiques bien plus favorables qui semblent la rapprocher de l'Ile-de-France en ce qui concerne les CSP. En effet, la part des Cadres et Professions Intellectuelles supérieures (19,8%) est nettement plus élevée à Noisy-Le-Grand que dans le département (13,2%) mais reste encore en dessous du niveau régional (26%). A l'inverse, on compte proportionnellement moins d'ouvriers (16,7%) au niveau communal qu'au niveau départemental (23,6%), mais un peu plus comparativement à la région (14,9%).

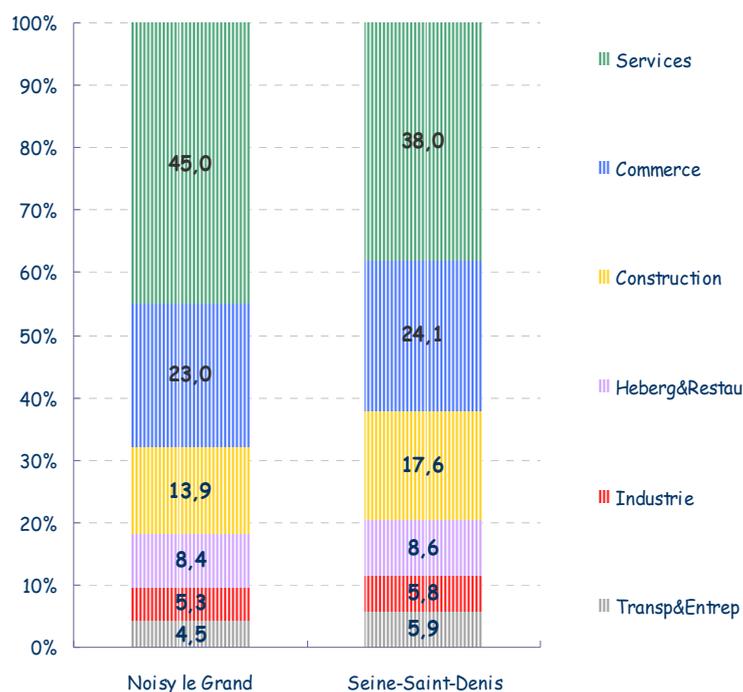
## Une économie largement dominée par les "Services", plus de 55% des emplois privés de la commune,

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2013)



L'économie de la ville de Noisy-Le-Grand est largement dominée par les Services. En 2013, plus de 55% des emplois de la commune sont concentrés dans ce secteur d'activité. De manière plus générale, la commune de Noisy-Le-Grand présente un profil assez différent de celui du département. Les secteurs d'activités où l'on observe des différences marquées sont les Services, où la ville compte proportionnellement plus d'effectifs salariés et la Construction où elle en a le moins. Les écarts s'élèvent respectivement à +11,4 points et - 4,5 points.

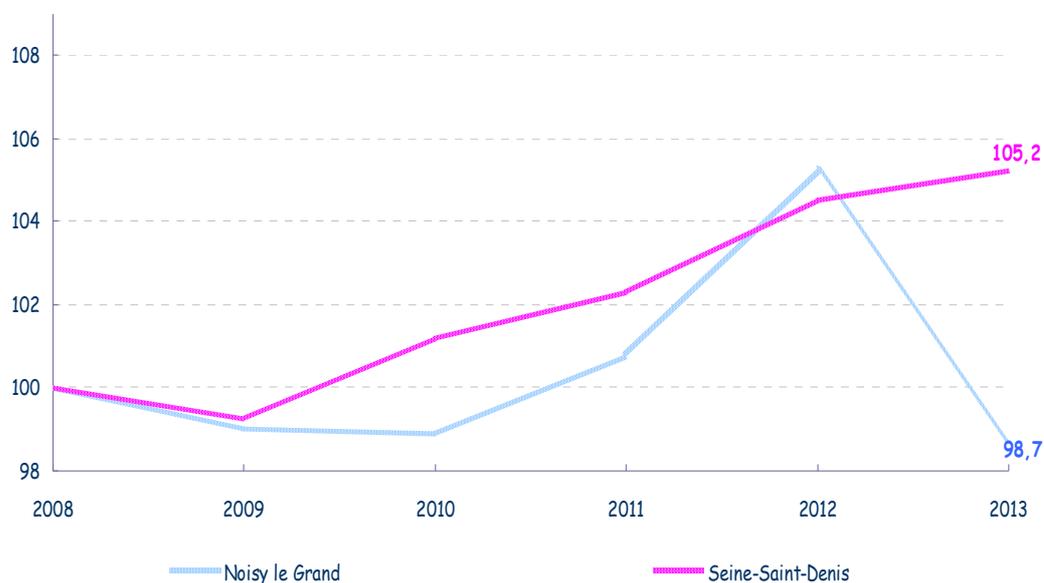
Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2013)



Concernant les établissements, les deux territoires présentent des disparités un peu moins marquées. Les plus importantes s'observent toujours au niveau des Services, où le nombre d'établissements est plus élevé à Noisy-Le-Grand que dans le Département (45% contre 38%). Tout comme pour les effectifs salariés, la part des établissements dans le secteur de la construction est moindre à NLG (13,9%) que celle observée dans le département (17,6%).

## Une évolution de l'emploi salarié privé plus chaotique et en baisse à Noisy-Le-Grand par rapport au niveau départemental

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de Noisy le Grand et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2013 en indice base 100 de l'année 2008



La tendance des effectifs salariés du secteur privé dans la commune de Noisy-Le-Grand est plutôt à la baisse avec une évolution chaotique entre 2008 et 2013. En effet entre 2008 et 2010, les effectifs salariés ont reculé -1%, tandis que, entre 2010 et 2012 ils affichent une croissance relativement forte (autour de 6%), pour finir par une régression accélérée (-5%) entre 2012 et 2013. Au niveau du département, au cours de la même période, on observe plutôt une croissance quasi continue avec toutefois un léger ralentissement depuis 2012.

Source : Acoiss

## Forte baisse de l'emploi salarié privé dans le "Commerce" (-19,7%) et croissance exponentielle dans les "Transports & Entreposage" (+214%)

Secteurs d'activité	2008		2013		Evolution 2008/2013	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	1 912	9,9	1 643	8,7	-269	-14,1
Construction	1 194	6,2	1 148	6,1	-46	-3,9
Commerce réparation d'automobiles et de motocycles	4 013	20,9	3 221	17,0	-792	-19,7
Hébergement & Restauration	870	4,5	925	4,9	55	6,3
Transports et entreposage	489	2,5	1 536	8,1	1047	214,1
Services	10 746	55,9	10 502	55,3	-244	-2,3
Ensemble des Secteurs	19 224	100,0	18 975	100,0	-249	-1,3

Source : Acoiss

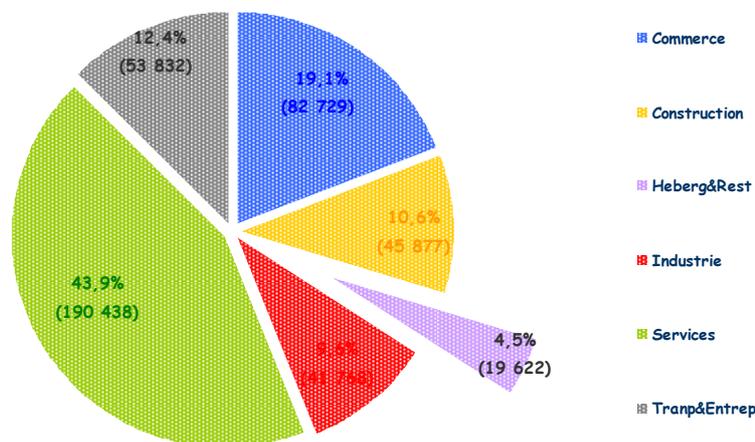
L'évolution selon les secteurs d'activité est plus contrastée. En réalité, presque tous les secteurs sont "en perte de vitesse", le "Commerce" (-20%) et "l'Industrie" (-14%) subissent les pertes les plus importantes que les gains obtenus dans les Transports (+214%) et "l'Hébergement & Restauration" (+6,3%) n'ont pas suffi à combler. Comparativement à 2008, la commune a perdu globalement 249 emplois soit un recul de 1,3% en 6 ans.

## IV - ZOOM SECTORIEL

### LE SECTEUR DE L'HEBERGEMENT ET LA RESTAURATION EN SEINE-SAINT-DENIS

- ❖ Avec un effectif estimé à 19 600 salariés en 2013, "l'Hébergement et Restauration" est le secteur d'activité qui compte le moins d'emplois en Seine-Saint-Denis

Poids en 2013 du secteur de l'Hébergement&Restauration dans les effectifs salariés privés en Seine-Saint-Denis



Avec 4,5% de l'emploi salarié privé en 2013, (soit 19 622) de l'ensemble des effectifs salariés privés du département, « l'Hébergement et la Restauration » est un secteur d'activité qui recense relativement peu d'emplois salariés dans le département.

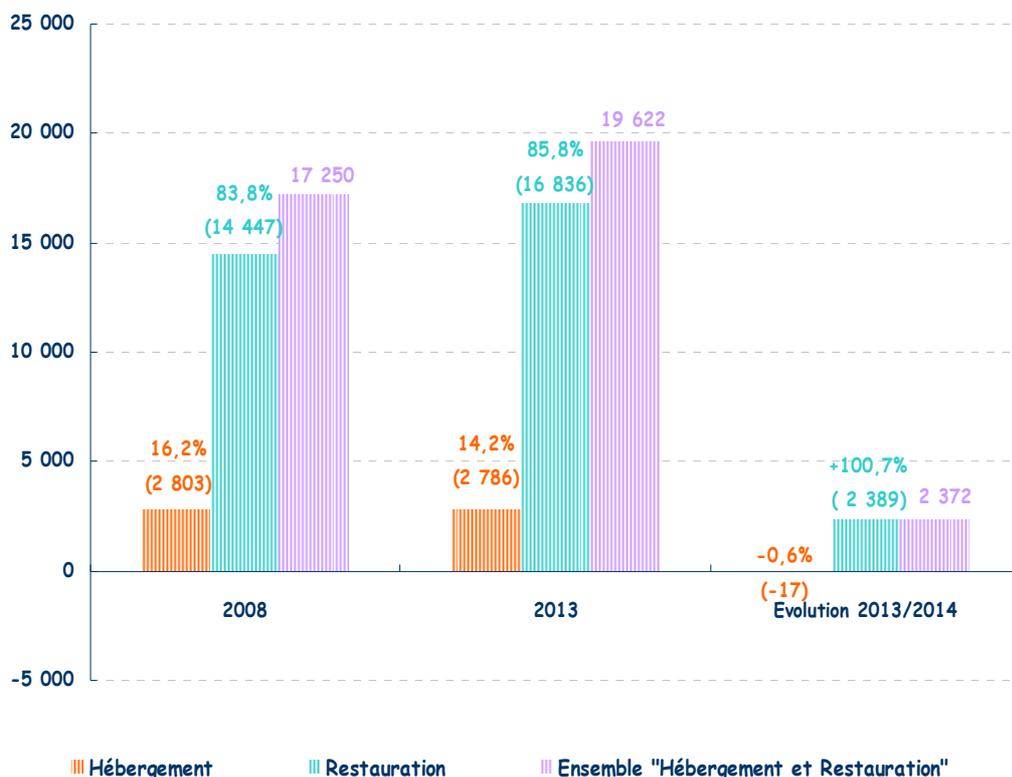
- ❖ Une progression de 14% de l'emploi entre 2008 et 2013, mais avec des évolutions différentes selon les branches

Les deux branches qui composent le secteur de "L'Hébergement et la Restauration" sont d'inégales importances. En effet, la "Restauration" représente en 2008 84% du secteur soit 14 500 salariés ( le secteur en comptait 17 250) contre 16% pour "l'Hébergement" (2 800 salariés).

En 2013 la part de la première composante passe à 86% (+2 points) soit un nombre de salariés estimé à 16 800 tandis que les effectifs de la seconde composante stagnent, voire tendent à régresser.

Quant à l'augmentation enregistrée en 2008 et 2013 elle tient exclusivement à la branche de la restauration dont les effectifs ont cru d'environ 16%.

Evolution des parts (en nb de salariés) des branches d'activité de "l'Hébergement" et de la "Restauration" dans le secteur de "l'Hébergement et de la Restauration" 2008\2013



## Une dynamique quasi linéaire dans la "Restauration" qui imprime (vu son poids) sa marque sur la tendance générale du secteur

Evolution des effectifs salariés dans le secteur de l'"Hébergement et la Restauration" en Seine-Saint-Denis (2008/2013) en indice base 100 de l'année 2008



En terme de dynamique, les deux branches subissent des tendances contraires; alors que la "Restauration" croît fortement (+16,5%) et presque linéairement, celle de l'"Hébergement" est plus chaotique et se termine par un léger recul (-0,6%).

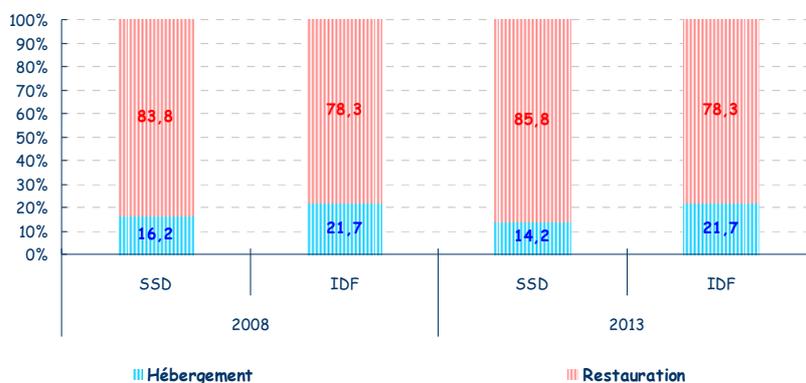
Au final, la "Restauration" permet au secteur de l'"Hébergement&Restauration" une forte croissance.

## Une dynamique du secteur plus forte Seine-Saint-Denis qu'en Île-de-France

Globalement, entre 2008 et 2013, les effectifs salariés du secteur de l'"Hébergement&Restauration" progressent plus vite en Seine-Saint-Denis qu'en Île De France 13,8% contre 7,9%.

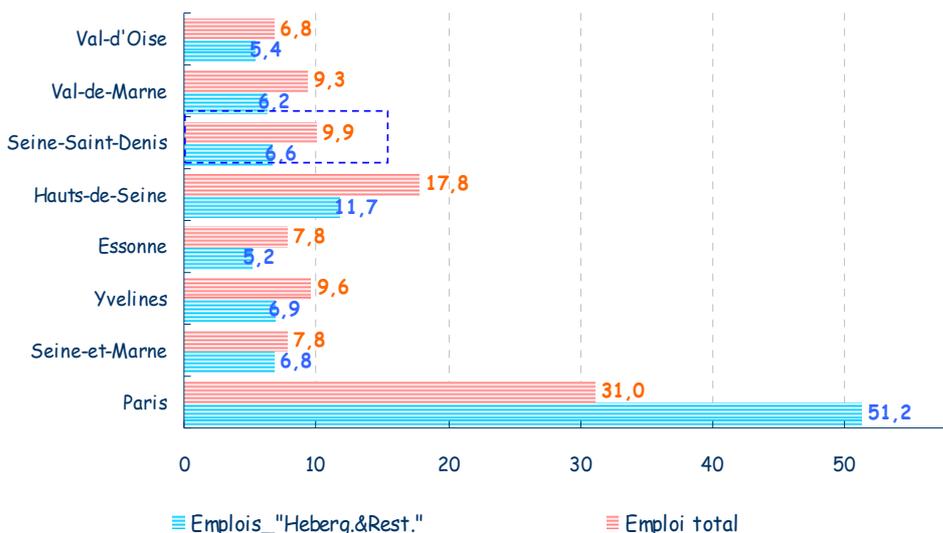
Mais alors, qu'au niveau régional les 2 branches du dit secteur sont en hausse, ("Hébergement" +2,5% et "Restauration" +9,4%), au niveau départemental, la première tend à reculer (-0,6%) tandis que la seconde progresse fortement (+16,5%)

Evolution de la part des effectifs salariés dans " l'Hébergement" et la "Restauration" en Seine-Saint-Denis et en IDF entre 2008 et 2013 (Source : Acoiss)



Part des effectifs salariés de la Seine-Saint-Denis dans l'Emploi Total et dans l'Emploi du secteur de l'"Hébergement&Restauration" en IDF en 2013

(source : Insee)

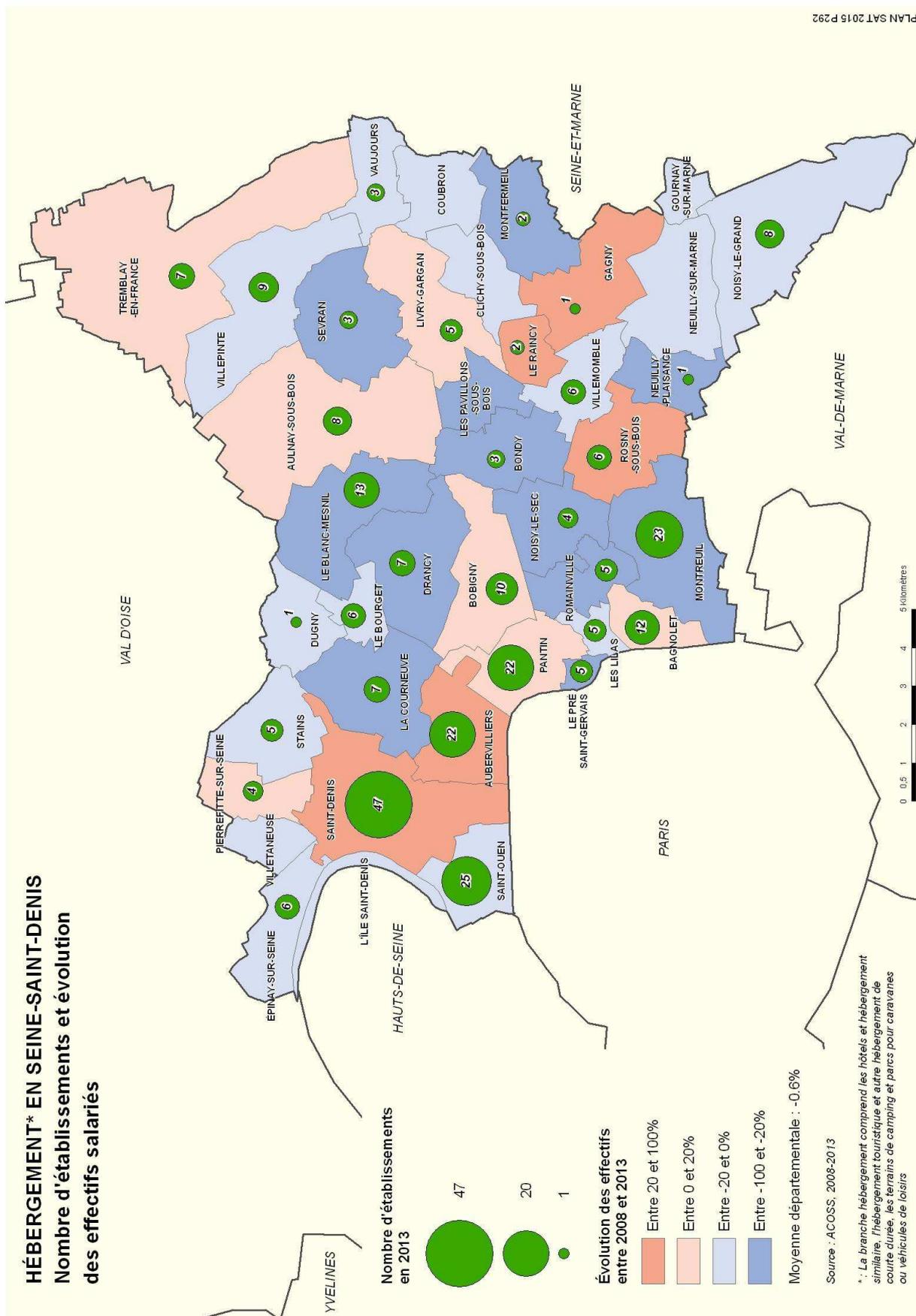


A l'instar des autres de départements de l'IDF à l'exception de Paris (qui se trouve dans une situation inverse), le poids des effectifs salariés de Seine-Saint-Denis est plus important dans l'Emploi total régional (9,9%) que celui de l'Emploi du secteur de "Hébergement&Restauration".

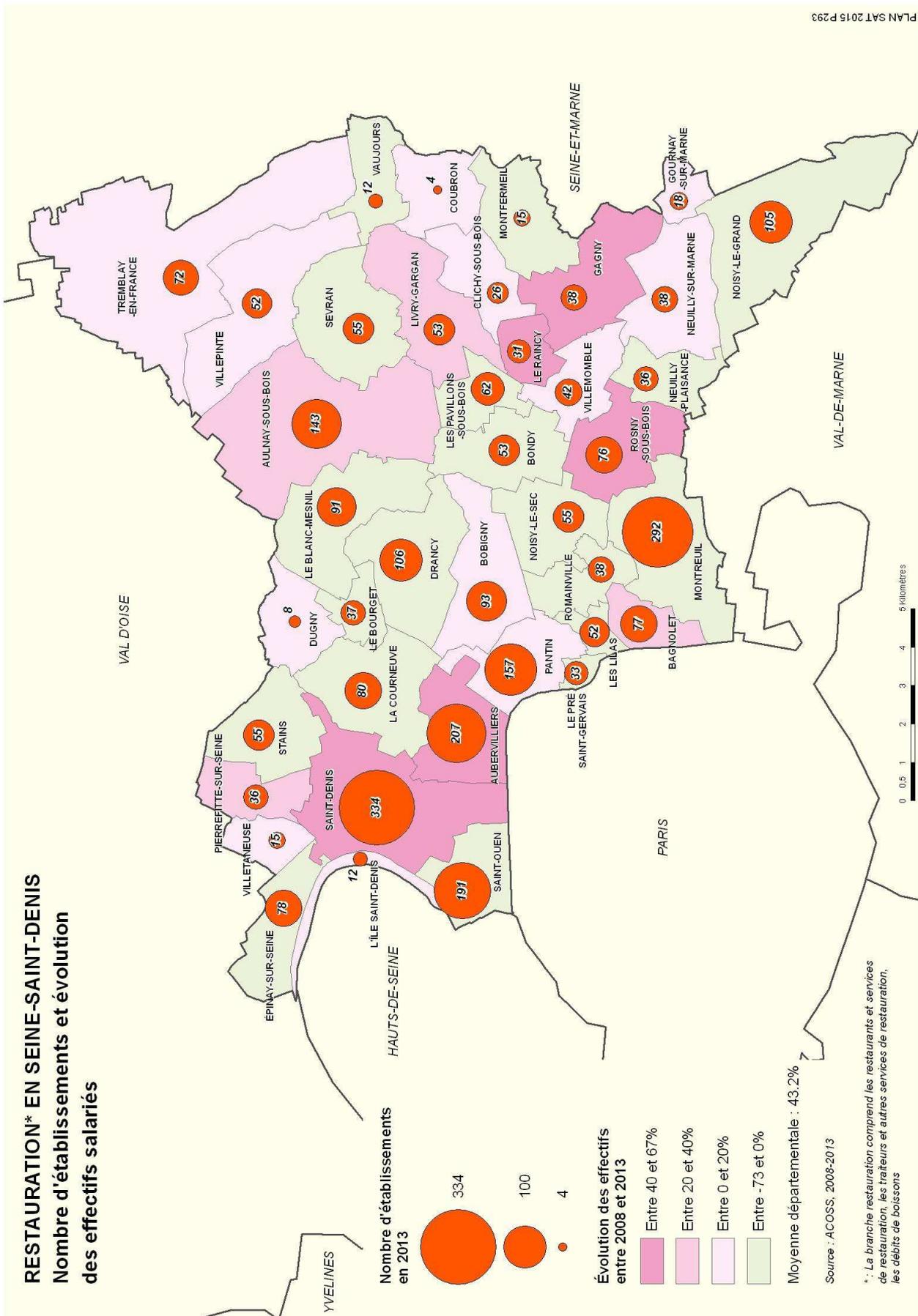
(6,6%) en 2013.

La Seine-Saint-Denis occupe le 5ème rang des 8 départements franciliens.

## Des structures de l'Hébergement concentrés dans la zone limitrophe de Paris : Saint-Denis et Montreuil étant les principales villes bénéficiaires



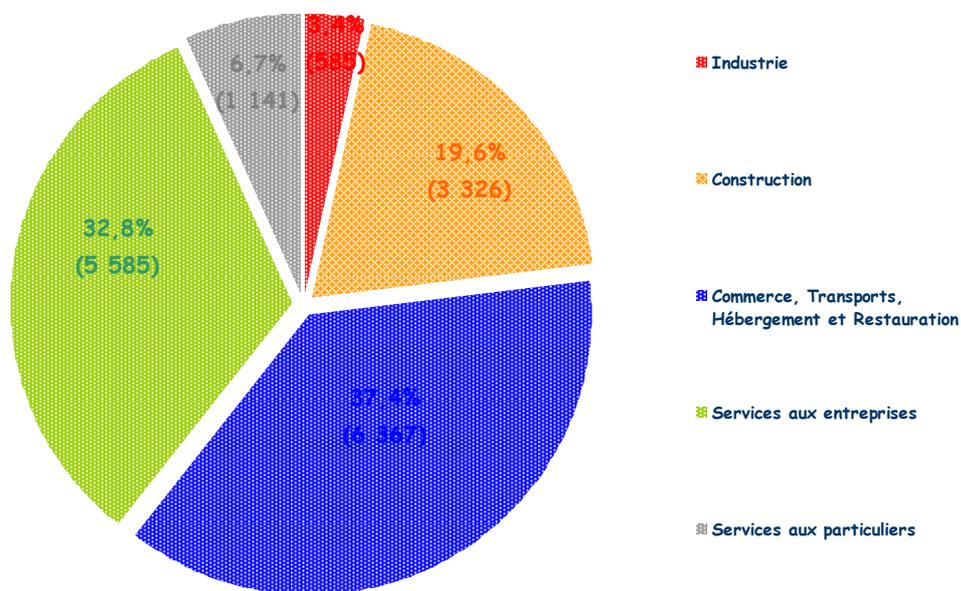
A l'image de l'Hébergement en Seine-Saint-Denis, on observe une forte concentration des établissements de la Restauration dans les villes frontalières de Paris



## V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

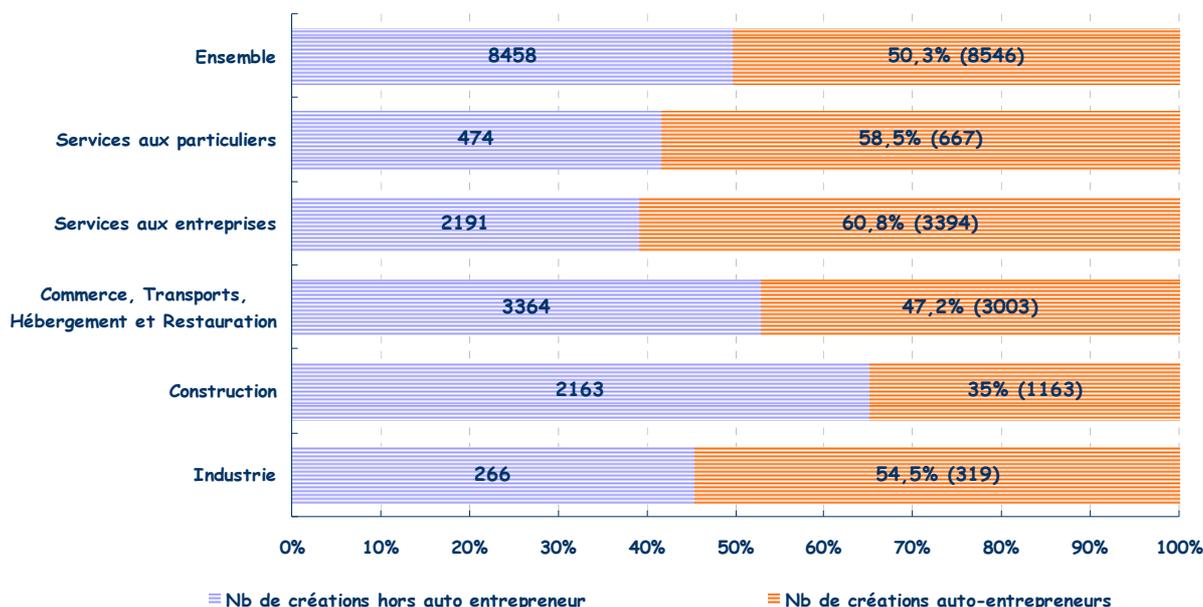
En 2014, 17 005 entreprises ont été créées en Seine-Saint-Denis; deux secteurs d'activité se partagent plus de 70% de ces créations: "le Commerce, Transports, Hébergement et Restauration" et "les services aux entreprises"

Répartition des créations d'entreprises en Seine-saint-Denis selon le secteur d'activité en 2014



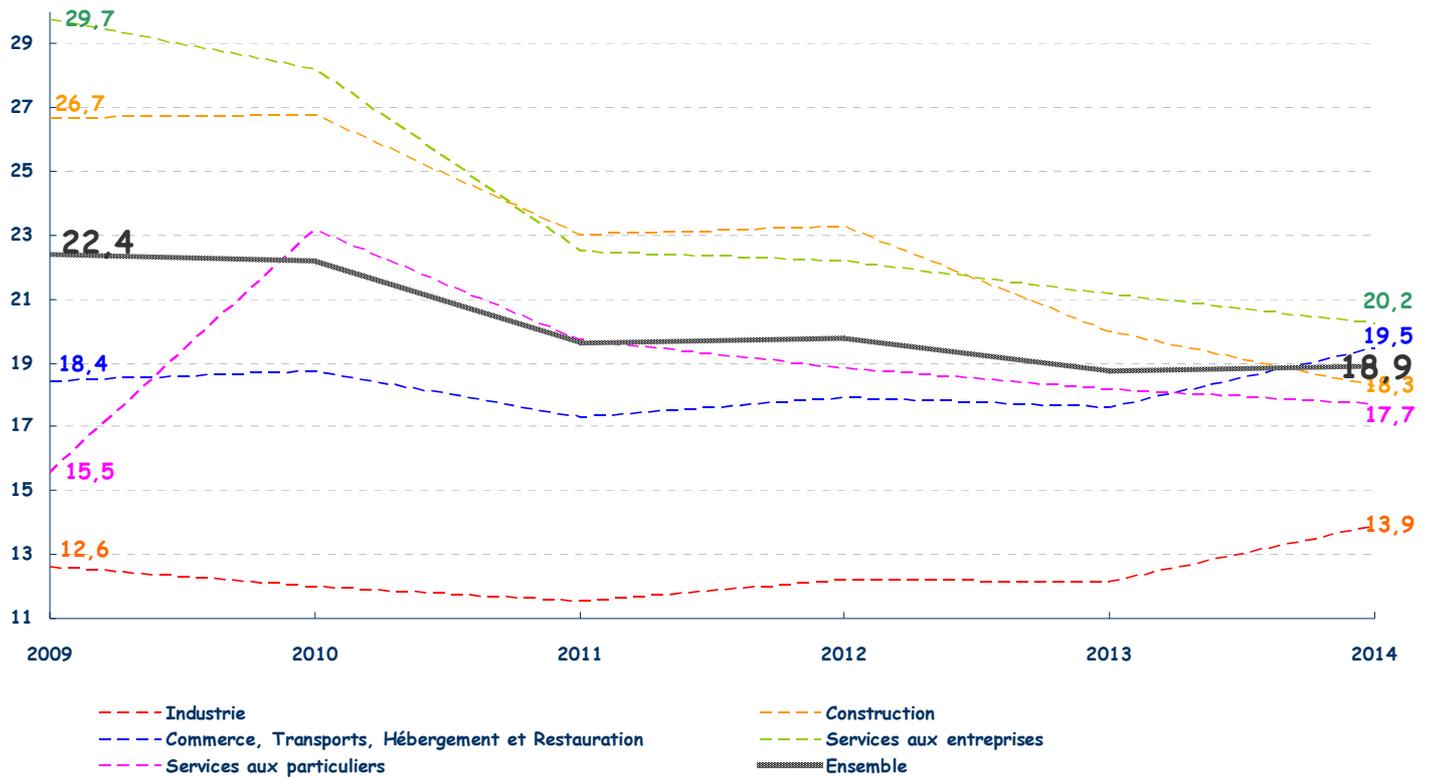
Plus de 60% des créations d'entreprises dans le secteur des "Services aux entreprises" se réalisent sous le régime d'auto entrepreneurs

Répartition des créations d'entreprises en Seine-Saint-Denis selon le secteur d'activité et le statut en 2014 (source : Insee)



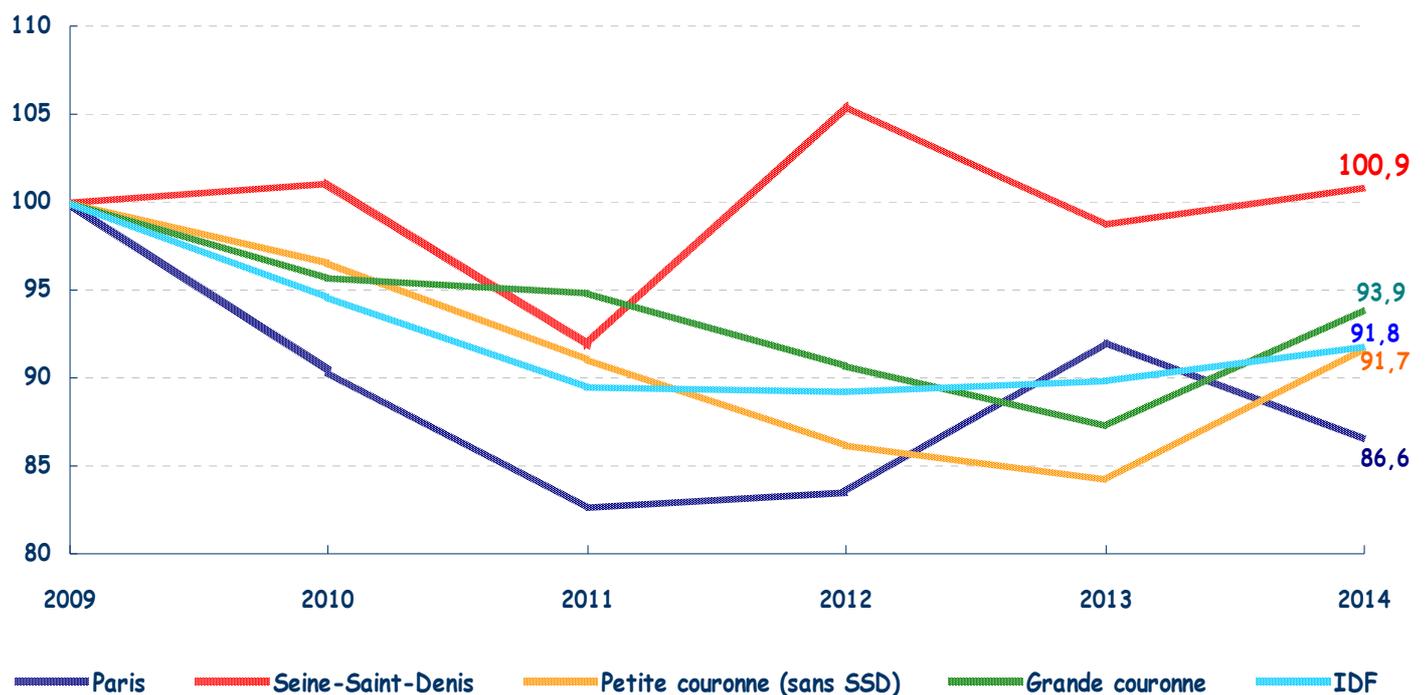
Globalement entre 2009 et 2014, le taux de création d'entreprises est en recul en Seine-Saint-Denis: Les secteurs "Services aux Entreprises" et "Construction" sont les plus touchés

Evolution du taux de création d'entreprises en Seine-Saint-Denis  
selon les secteurs d'activité (2009/2014) Source: Insee



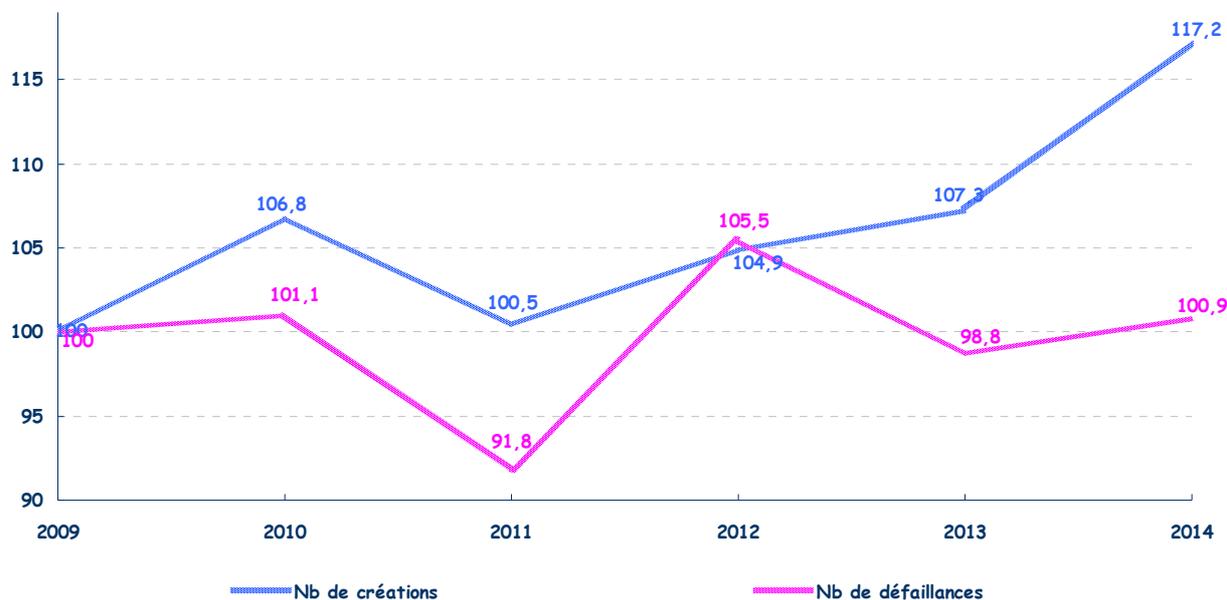
Les défaillances d'entreprises plus nombreuses en Seine-Saint-Denis qu'ailleurs en IDF

Evolution des défaillances d'entreprises en IDF entre 2009 et 2014  
en indice base 100 de l'année 2009



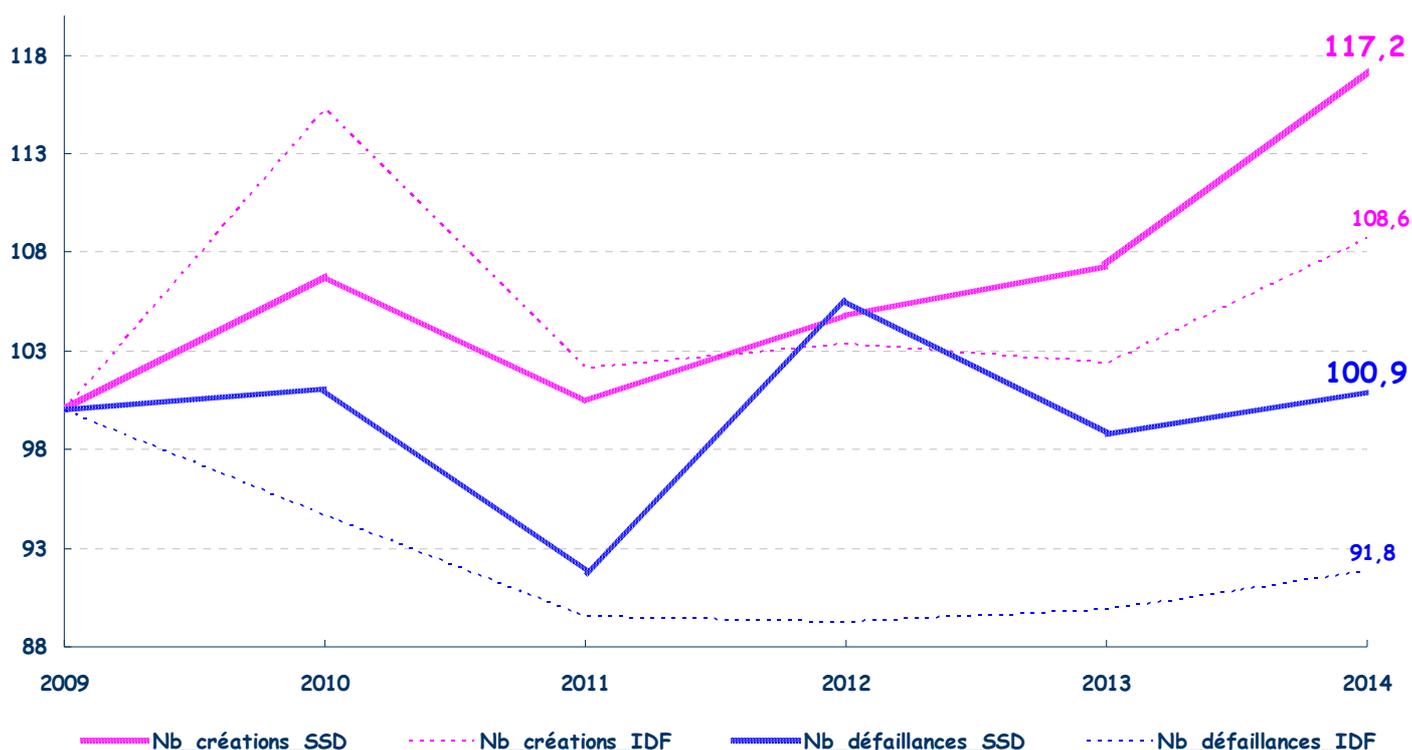
## L'évolution des défaillances d'entreprises semblent plus chaotiques que celle des créations, marquées par une dynamique plutôt favorable en Seine-Saint-Denis

Evolution comparée du nombre de créations et de défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis entre 2009 et 2014 en Indice base 100 de l'année 2009



## Comparativement à l'IDF, la dynamique de la création d'entreprises est nettement plus favorable à la Seine-Saint-Denis mais les défaillances y évoluent également plus fortement

Evolution comparée du nombre de créations et de défaillances d'entreprises en SSD et IDF entre 2009 et 2014 en indice base 100 de l'année 2009



## VI - MARCHE DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

7,7% d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis en année glissante (février 2014/février 2015)

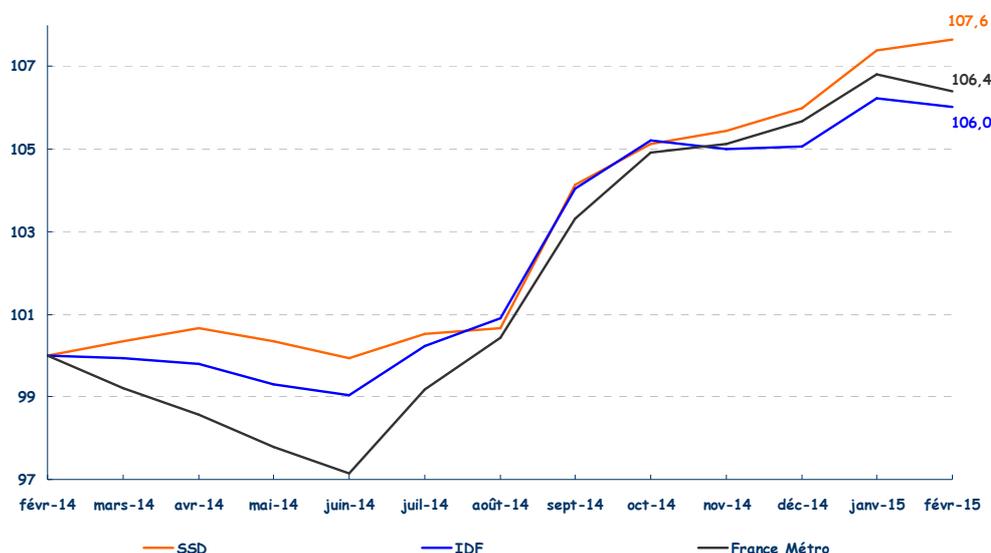
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (source : Pôle Emploi ; Dares)							
Données CVS	Février	Janvier	Février	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2014	2015	2015	1 mois	1 an	févr-15	févr-15
<b>Seine-Saint-Denis</b>							
Catégorie A	111 980	118 670	119 590	0,8	6,8	11,8	
Catégories ABC	148 860	159 370	160 340	0,6	7,7	10,9	43,8
<b>Ile-de-France</b>							
Catégorie A	630 940	658 150	662 820	0,7	5,1	11,5	
Catégories ABC	875 890	925 590	929 130	0,4	6,1	10,7	43,1
<b>France métropolitaine</b>							
Catégorie A	3 341 700	3 481 600	3 494 400	0,4	4,6	15,8	
Catégories ABC	4 941 800	5 232 100	5 262 500	0,6	6,5	15,3	43,4

\* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: Pôle Emploi / DARES

Sur une année glissante (février 2014 et février 2015), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C est encore en progression sur tous les territoires. C'est en Seine-Saint-Denis qu'on observe l'augmentation la plus sensible : +7,7% contre 6,5% et 6,1% pour respectivement la France Métropolitaine et l'Ile-de-France. Sur 3 mois les augmentations observées s'élèvent au niveau départemental à 0,6%, de la région à 0,4% et au niveau national à 0,6%.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est au niveau national que l'on observe le taux le plus élevé. (15,3% pour les catégories A,B,C contre 10,9% pour le département et 10,7% pour la région). Quant au chômage de longue durée, il touche plus la Seine-Saint-Denis (43,8%) que les autres entités territoriales, mais avec des écarts assez faibles (43,1% pour la région et 43,4% pour la France Métropolitaine).

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C) fév2014/fév2015 en indice base 100 de février 2014. Source : Ministère du travail - site internet (données brutes)-

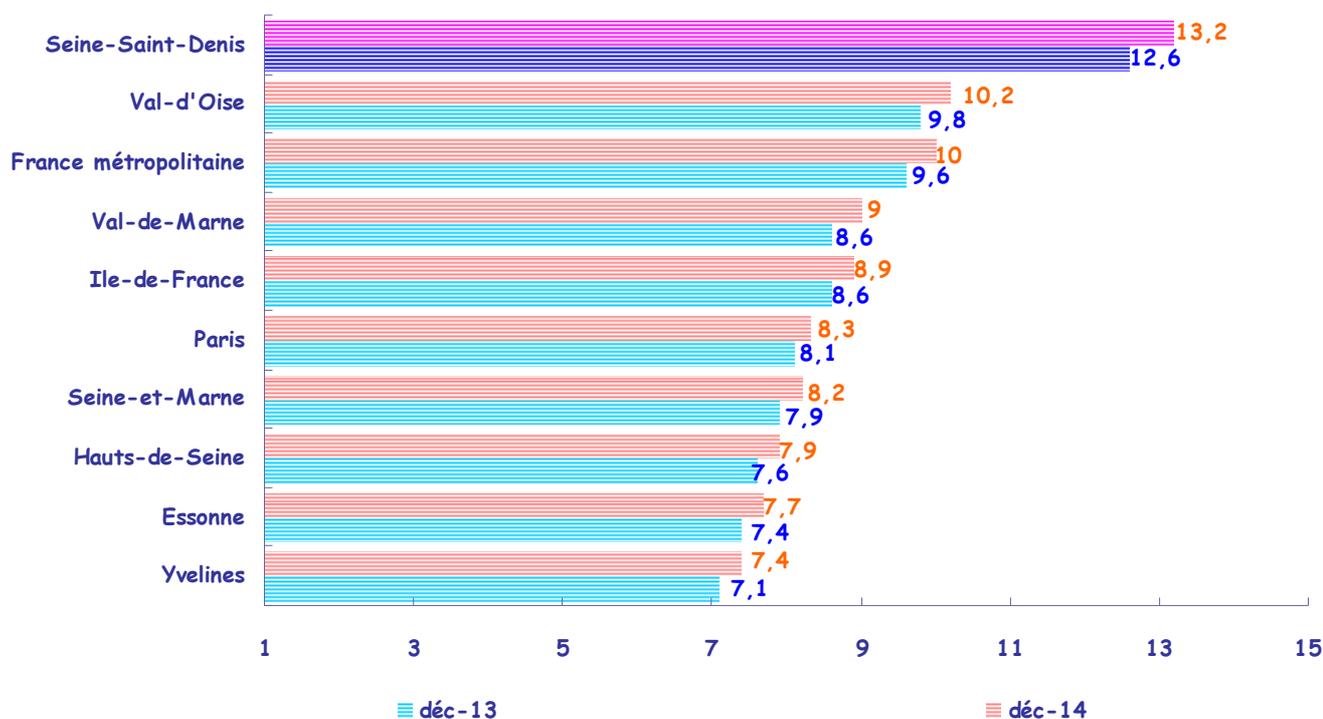


L'observation de l'évolution mensuelle sur une année glissante des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C montre une tendance assez similaire pour les 3 entités. Toutefois, au cours des derniers mois, l'écart semble s'accroître entre la Seine-Saint-Denis et les autres territoires, comme au cours des premiers mois de l'année 2014

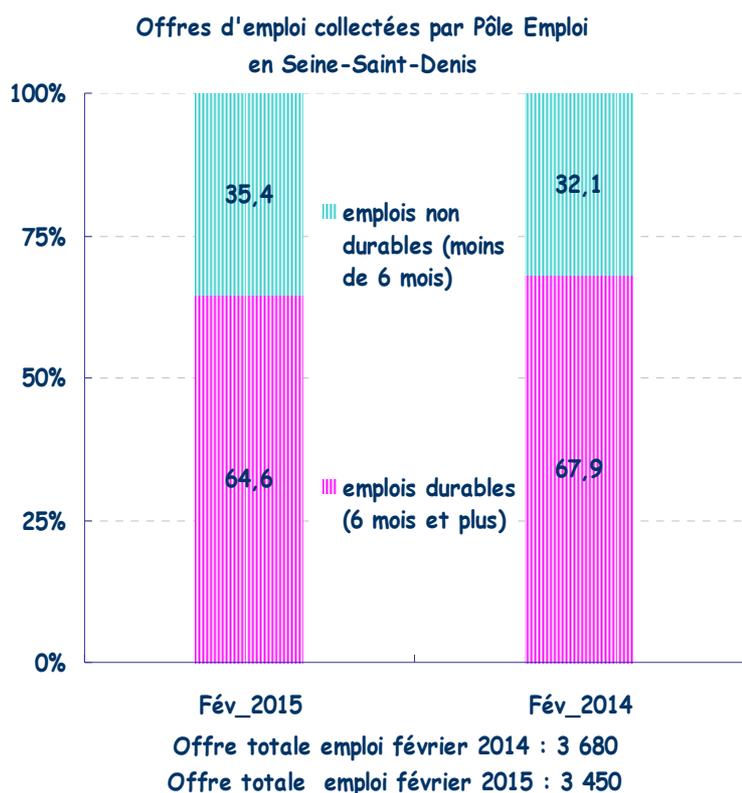
## Taux de chômage : Nouvelle progression en Seine-Saint-Denis

En Île de France, entre décembre 2013 et décembre 2014, c'est dans le département de la Seine-Saint-Denis qu'on enregistre la plus forte hausse du taux de chômage (+0.6 point) et à Paris la plus faible (+0.2 point). Sur tous les autres territoires la hausse observée se situe entre 0,3 et 0.4 point sur la même période.

Taux de chômage localisé dans les départements franciliens en décembre 2013 et septembre 2014 (Source: Insee)



## Offres d'emplois : Baisse comparativement au mois février 2015 (Source : Direccte Ile de France)



En 12 mois (fév-2014 à fév-2015), le nombre des offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, a reculé de plus de 6% en Seine-Saint-Denis (3 450 contre 3 680). Proportionnellement, on compte moins d'emplois durables en février 2015 (64,6%) qu' en février 2014 (67,9%). Inversement la part des emplois de moins de 6 mois sont plus nombreux au cours de la période récente (35,4%) qu'il y a un an (32,1%)

## Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Un nombre toujours plus croissant des allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis : 98 400 en décembre 2014.

Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
Juin_14	68 935	17 273	8 809	95 017
Sept_14	70 027	17 421	9 329	96 777
déc_14	70 583	17 979	9 843	98 405

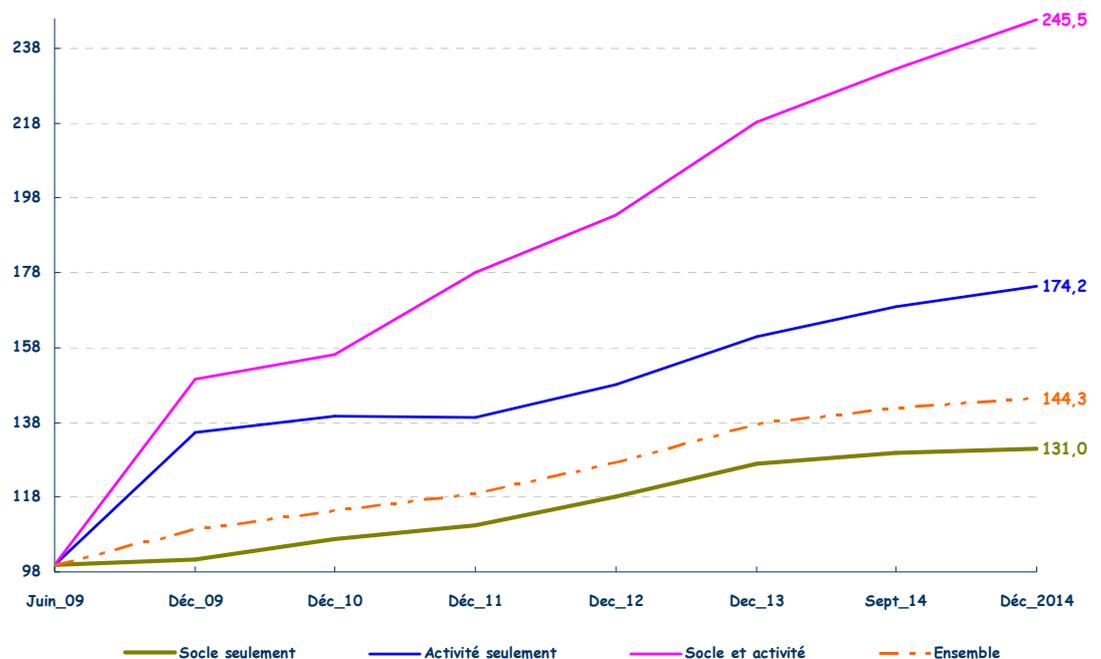
Comme les trimestres précédents, le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis, se rapprochant ainsi de plus en plus de la barre des 100 000 allocataires.

En 3 mois la hausse est estimée à 1,85% (+1 760 allocataires de plus) et sur une année, l'accroissement s'élève à +5% soit 4 700 personnes de plus dans le dispositif

Source, CAF/CG

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à décembre 2014 : (Source: site CAF)

A l'image de l'ensemble des allocataires du RSA, les différentes composantes continuent également leur progression. Depuis sa création, le "RSA socle" (ancien RMI) a progressé de 31%, le "RSA activité" de 74,2% et le "RSA Socle et Activité" de plus de 145%.

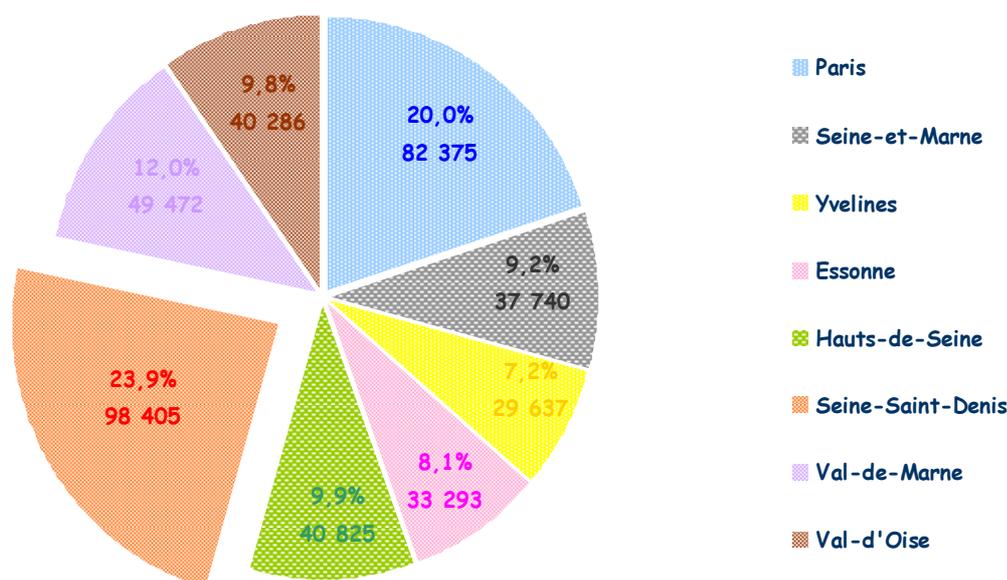


### LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].  
 RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.  
 RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

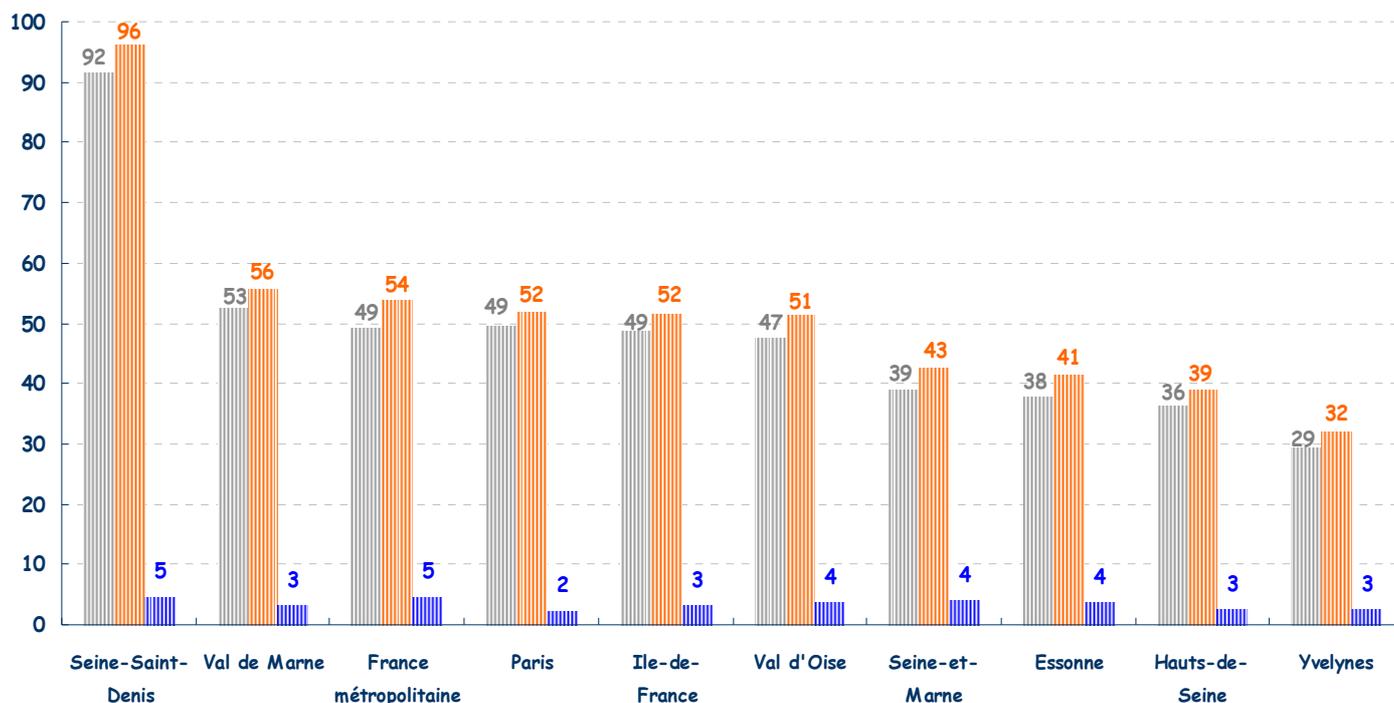
Plus de 98 000 allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis, soit près de 24% de l'ensemble des allocataires en Ile-de-France

Nombre d'allocataires du RSA selon les départements franciliens en décembre 2014  
(source : Site CAF)



En Seine-Saint-Denis, 5 personnes sur 1000 âgées de 15/64 ans sont entrées dans le dispositif du RSA entre 2013 et 2014 contre 2 à Paris

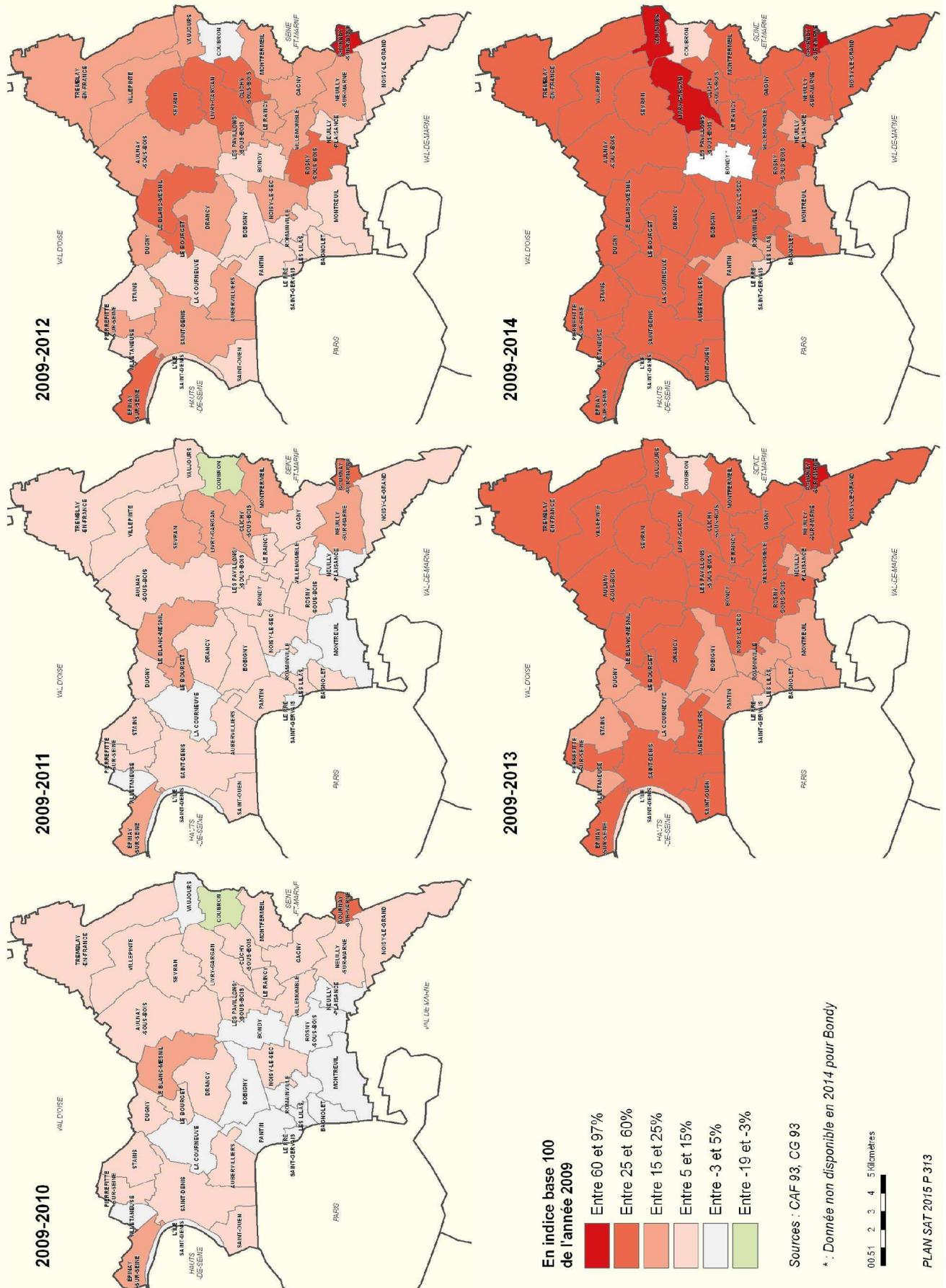
Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre décembre 2013 et décembre 2014 (Sources : Insee, EAR/CAF)



▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans\_décembre2013 ▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans\_décembre2014  
▨ Ecart de progression 2013/2014

Fort progression du nombre d'allocataires du RSA depuis sa création en 2009 dans quasiment toutes les communes de la Seine-Saint-Denis avec une accélération depuis 2012

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA DEPUIS L'ANNÉE DE SA CRÉATION EN 2009



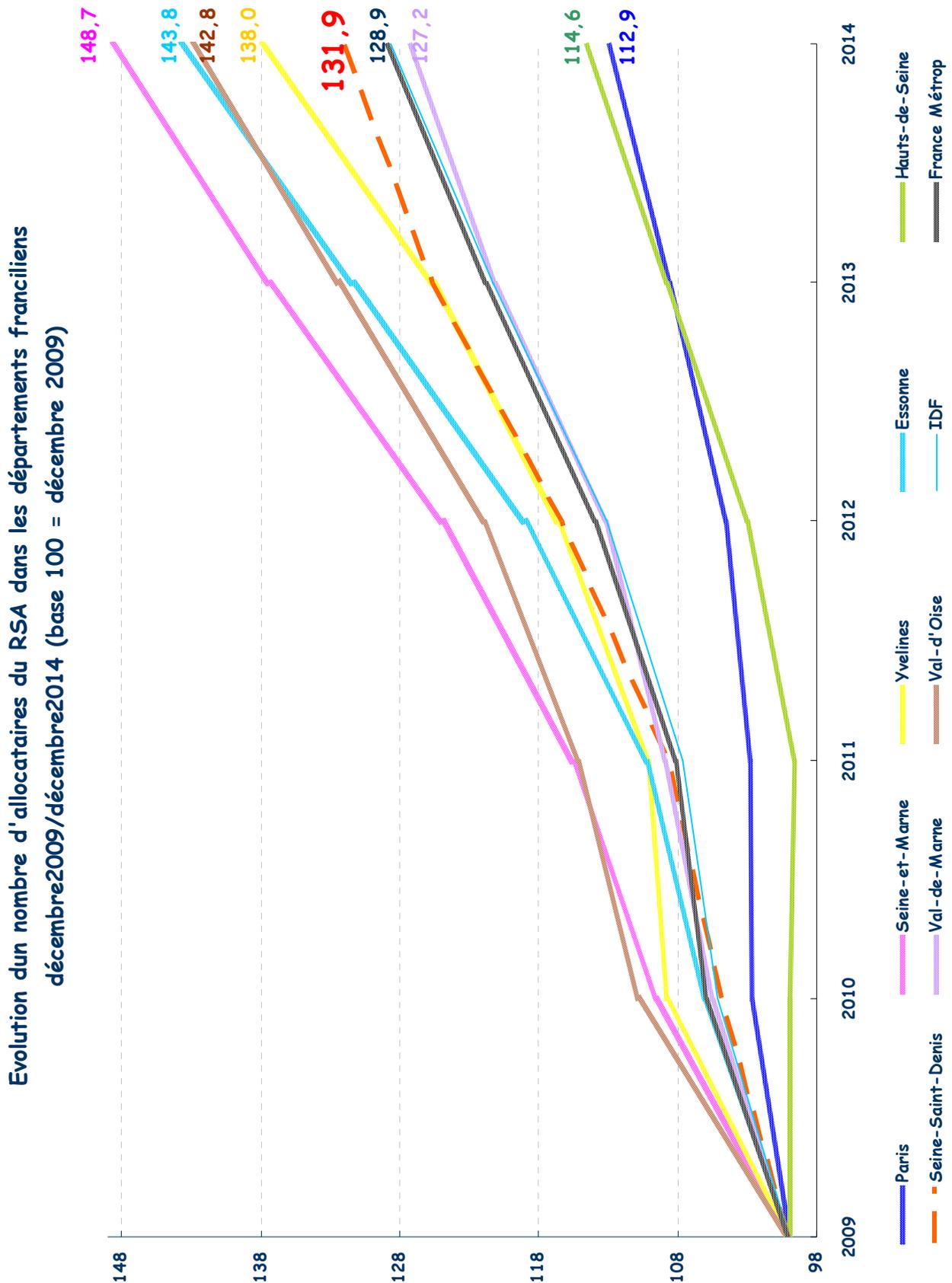
Sources : CAF 93, CG 93  
 \* : Donnée non disponible en 2014 pour Bondy

00.51 2 3 4 5 Kilomètres  
 PLAN SAT 2015 P 313



## Une évolution des allocataires du RSA continuellement en hausse en Ile-de-France depuis 2009

Depuis sa création en 2009, le nombre d'allocataires du RSA n'a cessé de croître dans tous les départements franciliens. Les départements de la grande couronne sont ceux qui ont connu les augmentations les plus importantes. Quant à la Seine-Saint-Denis qui arrive juste après ces départements en terme d'accroissement, elle détient toujours le nombre record d'allocataires - 98 405 en décembre 2014 -. Paris et les Hauts-de-Seine se distinguent par les hausses les plus faibles.



## LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

*Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.*

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

*Remarque du Pôle Emploi :*

*« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».*

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

## LES CHIFFRES CLES

INSEE	Superficie : <b>236,2 km<sup>2</sup></b>
	Nombre d'habitants au 1er janvier 2009 (population totale) : <b>1 529 928</b>
	Part des moins de 20 ans en 2011 : <b>28,7 %</b>
	Population active en 2011 : <b>72%</b>
	Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2011) : <b>40,8 %</b>
INSEE	Revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2011 <b>Médiane : - Seine-Saint-Denis - 15 234 € (Ile-de-France : 22 243 €)</b>
SIREN 2014	Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 avril 2014 : <b>138 640</b>
ACOSS	Nombre d'établissements privés en 2013 ayant au moins 1 salarié : <b>37 872</b>
	Effectifs salariés privés en 2013 : <b>434 266</b>
	Nombre de créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 970</b>
	Nombre de création d'entreprises sous le régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 597</b>
	Taux de création d'entreprise en 2013 : <b>18,7%</b>
INSEE	Taux horaire (brut) du <b>SMIC</b> : <b>9,53 en 2014 / SMIC brut mensuel : 1 445,22 €</b>

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

**Nathalie JOLY** : njoly@cg93.fr

Démographie – Emploi – Enquêtes

**Virgile ADJAH**I : vadjahi@cg93.fr

Etudes - Statistiques - Enquêtes

**Raymond LEHMAN** : rlehman@cg93.fr

Actualités départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

**Dorssaf ZAH**ER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45

Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

**Jean-Luc PARISOT**, Directeur adjoint



[www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)